

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VOUZELAUD ARMURERIE

8 place des Halles
BP 28
28160 Brou

Références : IC250725
Code AIOT : 0010000480

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/08/2025 dans l'établissement VOUZELAUD ARMURERIE implanté Le Petit Vivier 28160 Brou. L'inspection a été annoncée le 10/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VOUZELAUD ARMURERIE
- Le Petit Vivier 28160 Brou
- Code AIOT : 0010000480
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Vouzelaud fabrique essentiellement des cartouches de chasse. C'est un établissement soumis à autorisation et classé SEVESO Seuil Bas au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Exercice POI	AP Complémentaire du 07/08/2018, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
5	premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fréquence de mise à jour et des tests du POI	Code de l'environnement du 06/08/2025, article R. 181-54	Sans objet
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
4	Installations électriques	AP Complémentaire du 02/05/1990, article 5.6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fréquence de mise à jour et des tests du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/08/2025, article R. 181-54
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats :

Rappel de la visite du 21/12/2022 :

Constats : Les rôles dans le cadre du déroulement du POI ne sont pas respectés. Le POI ne prévoit pas l'appel du SIDPC, de la DREAL en cas d'accident sur le site. Il n'indique pas de point de rassemblement en cas d'évacuation du site.

Visite d'inspection du 06/08/2025 :

L'exploitant a transmis la nouvelle version de son POI, datée de septembre 2023, en amont de la visite.

L'inspection constate dans cette version :

- les contacts de la DREAL et de la Préfecture sont renseignés. Le contact de la Préfecture (SIDPC) est erroné ;
- le POI ne prévoit pas l'appel du SIDPC et de la DREAL en cas d'accident sur le site ;
- le POI 2023 n'indique pas de point de rassemblement en cas d'évacuation du site.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis une version mise à jour datée d'août 2025. Cette version intègre les éléments susmentionnés, corrigés.

constat : pas d'écart relevé, non-conformité levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exercice POI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/08/2018, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI

Prescription contrôlée :

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le POI. Ces exercices doivent avoir lieu au moins une fois par an, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation. Ils sont réalisés au moins une fois tous les trois ans en liaison avec les sapeurs-pompiers pour tester le POI.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Rappel du constat de la VI du 21/12/2022 :

constat : la périodicité de 3 ans pour réaliser un exercice POI avec les services d'incendie et de secours n'est pas respectée (dernier exercice en 2018). L'inspection n'a pas été informée de la réalisation d'un POI en 2022.

Visite d'inspection du 06/08/2025 :

L'exploitant indique que le dernier exercice POI avec le service d'incendie et de secours de Brou a eu lieu le 05/07/2025. Le compte-rendu de cet exercice n'indique pas de problème particulier rencontré lors de cet exercice. Le compte-rendu du POI renseigne sur l'action des pompiers sur

site et le déclenchement de l'alerte POI par l'exploitant, mais ne renseigne pas, par exemple, sur l'évacuation du personnel, l'évaluation des risques et de la stratégie d'intervention, la mise en sécurité des installations, la simulation des appels d'alerte des administrations, etc.

L'exploitant indique que les pompiers n'ont pas accès au site en dehors des heures d'ouverture, mais que les personnes ayant accès au site sont mobilisables rapidement, habitant à quelques kilomètres de l'établissement. L'exploitant indique qu'il prendra contact avec les pompiers de Brou pour leur remettre directement un plan de l'établissement et leur fournir un moyen d'accès à la cartoucherie quand elle est fermée.

L'exploitant indique que le POI est testé tous les trois ans. L'inspection n'a pas été informée de la réalisation de ces tests.

L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur la fréquence de réalisation des exercices POI à respecter (à minima tous les ans, et au moins une fois tous les trois ans avec les services d'incendie et de secours)

constat : écart relevé, L'inspection des installations classées n'est pas informée de la réalisation des exercices POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer à minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a

minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Rappel du constat de la visite du 21/12/2022 :

L'état des stocks ne fait pas apparaître les zones de dangers, les mentions de dangers des produits. Sa fréquence de mise à jour n'est pas précisée par l'exploitant. Son lieu de mise à disposition notamment des services d'incendie et de secours n'est pas indiqué. Il ne comporte pas d'état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Visite d'inspection du 06/08/2025 :

Le jour de l'inspection, l'exploitant transmet le tonnage de poudre noire, de poudre de chasse, et le nombre de cartouches chargées stockées sur le site. Cet état des stocks ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Suite à la visite, par courriel du 09/08/2025, l'exploitant transmet un état des stocks daté du 06/08/2025, accompagné d'un plan renseignant l'emplacement des produits stockés sur site. L'état des stocks renseigne, par lieux et activité (dépôt de poudre et produits explosifs / fabrication de cartouche de chasse / stockage de cartouches et douilles), les quantités stockées, la nature de ce qui est stocké, la rubrique ICPE associée, le classement en division de risque et groupe de compatibilité de l'ensemble des produits explosifs.

constat : pas d'écart relevé, non-conformité levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/1990, article 5.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée (annuellement) par un technicien compétent. les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées.

Constats :

Consultation du rapport Q18 établi par DEKRA suite à sa visite de vérification des installations électriques du 28/12/2024. Le rapport conclut sur le fait que l'installation électrique "ne peut pas entraîner de risque d'incendie et/ou d'explosion", et que la vérification a été complète.

La visite précédente a eu lieu le 07/12/2023.

L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le respect de la périodicité des contrôles (dépassement de quelques semaines constaté entre 2023 et 2024).

constat : pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI

Prescription contrôlée :

[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à

analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

Constats :

Le POI daté de septembre 2023 fourni lors de l'inspection, et le POI daté d'août 2025 fourni ultérieurement à l'inspection, n'intègrent pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site.

La dernière version du POI ne précise pas :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher ;
- justifier de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.

constat : écart relevé, absence de dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois